

Faire converger les mobilisations en France et en Europe !

Le Comité national de l'Union syndicale Solidaires s'est réuni les 9 et 10 février. Il a fait le point sur la situation revendicative et les priorités d'actions de l'Union.

Le succès des manifestations du 20 janvier et du 5 février est le signe d'un rejet profond des politiques néolibérales menées par le gouvernement. Le gouvernement persiste cependant à ne rien vouloir entendre et est déterminé à passer en force, même si la peur du mouvement lycéen l'a amené à suspendre un aspect de sa « réforme » de l'éducation. Dans cette situation, il importe d'amplifier rapidement le processus de mobilisation des salariés. L'Union syndicale Solidaires est favorable à la mise en œuvre d'un plan de mobilisation unitaire des salariés. Il pourrait se traduire par un nouveau rendez-vous interprofessionnel en semaine avec un appel à la grève dans le privé et le public.

Les attaques contre les services publics se multiplient et le gouvernement poursuit sa politique de privatisation. Il importe, dans cette situation, de dépasser les ripostes sectorielles pour construire une mobilisation de l'ensemble de la société. Dans ce cadre, l'Union syndicale Solidaires soutient « l'appel national du collectif creusois pour la défense et le développement des services publics ». Ce collectif, qui regroupe les élus locaux à côté de forces politiques syndicales et associatives, a décidé d'appeler le 5 mars à une manifestation à caractère national pour la défense des services publics à Guéret. L'Union syndicale Solidaires s'inscrit dans cette perspective et sera présente le 5 mars à Guéret.

Le 8 mars, journée internationale de la femme, sera l'occasion de se mobiliser pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans les entreprises et, plus globalement, dans la société. L'Union syndicale Solidaires appelle à faire de cette journée un temps fort du combat pour l'égalité entre les êtres humains.

Alors que le projet de Traité constitutionnel européen entre dans sa phase de ratification, l'Europe est plus que jamais au cœur de l'action syndicale. Depuis un quart de siècle la construction européenne est marqué par le sceau du néolibéralisme. Son

objectif central est la généralisation de la concurrence avec pour conséquences le déperissement des services publics, le dumping social et fiscal, le développement de la précarité, etc. Le traité constitutionnel européen entérine ces orientations en consacrant les principes du libéralisme économique et en faisant de la « concurrence libre et non faussée » la valeur centrale de l'Union. Face à ces orientations néolibérales qui surdéterminent pour une large part les politiques nationales, la construction de rapports de forces à l'échelle européenne est une nécessité absolue pour peser sur les politiques publiques et gagner sur le plan revendicatif.

C'est pour ces raisons que, lors du dernier Forum social européen, l'Union syndicale Solidaires a été favorable à ce que le mouvement altermondialiste prenne l'initiative de proposer une manifestation européenne le 19 mars à Bruxelles contre le modèle néolibéral européen et pour une Europe des droits et de la solidarité entre les peuples. Cette manifestation doit être le point de départ d'un processus de mobilisation à l'échelle européenne afin d'imposer une réorientation radicale de la construction européenne. Dans ce cadre, l'Union syndicale Solidaires manifesterà le 19 mars à Bruxelles avec les forces du mouvement altermondialiste contre le projet de traité constitutionnel européen.

Au-delà de la manifestation du 19 mars, l'Union syndicale Solidaires, qui a réaffirmé lors de son Comité national son opposition totale au projet de traité constitutionnel européen, continuera son combat contre ce projet et sera partie prenante des initiatives unitaires allant dans ce sens.

Le 11 février 2005



93bis rue de Montreuil
75011 Paris

Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org
www.solidaires.org